



Bac 2019 : les épreuves menacées par la grève ?

Perturber le déroulement du bac, telle est la piste envisagée par certains syndicats enseignants en lutte contre la politique de leur ministère. Pour les élèves de terminale, le compte à rebours avant l'épreuve fatidique du bac est lancé. Mais voilà qu'une ombre plane au-dessus de leurs fiches de révision. Certains syndicats enseignants, de plus en plus remontés contre la politique menée par le ministère de l'Éducation nationale, envisagent de recourir à l'arme suprême : le blocage des examens.

"Le dernier précédent remonte à mai 68. En 2003, en plein mouvement sur les retraites, la piste avait été sérieusement étudiée mais pas vraiment suivie d'effets concrets", explique Benoît Teste, secrétaire général adjoint du Snes-FSU. Pour l'heure, son syndicat - le plus représentatif chez les enseignants du second degré avec près de 20 % d'adhérents - en est encore à la phase de réflexion. Une consultation de ses troupes est en cours, notamment sur l'opportunité de faire grève le 17 juin, jour de l'écrit de philosophie. Les résultats seront rendus publics le 7 mai.

LIRE AUSSI >> Lycée, une réforme injuste ?

De son côté, le Syndicat national des lycées et collèges (Snalc) a déjà tranché et déposé un préavis en février. "On voit bien que les modes d'action classiques, comme les débrayages ou les manifs, ne sont plus efficaces. Nous devons passer au stade supérieur", martèle son président Jean-Rémi Girard.

Ce durcissement du discours arrive au moment où les revendications s'accumulent que ce soit sur la réforme du lycée et du bac, sur les moyens alloués aux établissements, sur le statut et la rémunération des enseignants, sur les risques de suppressions de postes, sur le nombre d'élèves par classe... "Tous ces sujets commencent enfin à percer dans le débat public. C'est le moment pour les syndicats de maintenir cette dynamique", analyse Laurent Frajerman, chercheur au centre d'histoire sociale de Paris I et à l'institut de recherches de la Fédération syndicale unitaire (FSU).

Ces dernières semaines, plusieurs autres modes d'action ont été explorés : distribution de 20/20 aux élèves, annulation de brevets et de bacs blancs, démission de certains profs principaux... "Mais il est difficile d'en connaître l'ampleur exacte tant ces actes sont dispersés et mouvants", poursuit Laurent Frajerman.

"Le ministre ne nous écoute pas"

Tel un leitmotiv, une critique revient chez tous ces opposants : le manque cruel de dialogue. "Le ministre passe son temps à nous parler de "confiance" alors qu'il ne nous écoute pas !", tempête Jean-Rémi Girard. Un avis partagé par la FCPE, principale fédération de parents d'élèves. "Certes, nous ne souhaitons pas que nos enfants soient pénalisés. En même temps, on ne peut pas faire comme si cette menace de boycott était sans fondement. Quand on ignore les corps intermédiaires, il faut s'attendre à un retour de bâton violent", explique son président Rodrigo Arenas.

Lire notre dossier complet

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale

Ain : une élue LREM critique la présence de "tracts" dans les cahiers des élèves

Projet de loi Blanquer : les enseignants à nouveau dans la rue ce jeudi

Grève des enseignants : l'école de votre enfant a-t-elle le droit de fermer ?

Du côté de la Peep, autre fédération de parents, on se dit très inquiet. "Si la première épreuve est décalée, cela risque d'avoir un impact sur tout le calendrier et donc sur le processus Parcoursup. Et que se passera-t-il pour les lycéens qui ont prévu de travailler ou de partir à l'étranger juste

après le bac ?" demande son porte-parole Samuel Cywie. Sans compter l'aspect psychologique. "On risque de rajouter du stress à celui déjà inhérent aux épreuves", lance-t-il. Reste à savoir si la menace sera prise au sérieux par Jean-Michel Blanquer, dont la cote de popularité a fortement reculé (-9 points selon le dernier baromètre de l'Ifop) en un mois.

facebook Partager Twitter Tweeter Whatsapp Whatsapp